

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES
D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE

ÉTATS FINANCIERS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018

	PAGE
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Évolution des actifs nets	4
Bilan	5
Flux de trésorerie	6
Notes afférentes aux états financiers	7 - 11
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Annexe 1	
Charges	
Masse salariale, frais d'administration, frais de logement, frais de bureau, frais de financement et autres frais	12

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du **Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2018, les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2018, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes canadiennes d'audit (NCA). Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

44, rang Double
C.P. 308
Joliette (Québec)
J6E 3Z6

☎ 450 755-6525
800 771-6525
☎ 450 755-5211

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mon audit sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du **Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de Lanaudière** au 31 mars 2018, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2018, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL).

PIERRE BRABANT CPA INC.

Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Par : Pierre Brabant, CPA auditeur, CA

Saint-Charles-Borromée,
le 18 juin 2018.

	2018		2017	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	TOTAL	TOTAL
PRODUITS				
Subvention du bureau d'aide aux victimes d'actes criminels	1 337 170 \$	-	1 337 170 \$	1 323 080 \$
Subvention pour la création d'une pièce de théâtre	38 461	-	38 461	-
Contributions pénales	46 985	-	46 985	49 218
Subvention d'Emploi-Québec	2 422	-	2 422	5 178
Dons	-	-	-	250
Intérêts	2 505	-	2 505	1 478
Autres revenus	-	-	-	1 956
	<u>1 427 543</u>	<u>-</u>	<u>1 427 543</u>	<u>1 381 160</u>
CHARGES (annexe 1)				
Masse salariale	1 189 568	-	1 189 568	1 102 469
Frais d'administration	55 675	-	55 675	52 278
Frais de logement	54 355	15 737	70 092	72 296
Frais de bureau	30 978	12 669	43 647	45 830
Frais de financement et autres frais	70 921	-	70 921	15 637
	<u>1 401 497</u>	<u>28 406</u>	<u>1 429 903</u>	<u>1 288 510</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>26 046 \$</u>	<u>(28 406) \$</u>	<u>(2 360) \$</u>	<u>92 650 \$</u>

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2018



	2018		2017	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	FONDS DES CONTRIBUTIONS PÉNALES	
			TOTAL	
			TOTAL	
ACTIFS NETS AU DÉBUT	94 658 \$	261 574 \$	58 738 \$	414 970 \$
AJOUTER (DÉDUIRE) :				
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	26 046 (28 406)	- (2 360)
Affectation au fonds des contributions pénales (note 9)	(41 436)	-	41 436	-
Affectation d'origine interne (note 9)	17 590 (a)	-	(17 590)	-
Virement inter-fonds (note 10)	(26 112)	26 112 (b)	-	-
	(23 912)	(2 294)	23 846	(2 360)
ACTIFS NETS À LA FIN	<u>70 746 \$</u>	<u>259 280 \$</u>	<u>82 584 \$</u>	<u>412 610 \$</u>

Détail des affectations d'origine interne :

Activités 20 ^e anniversaire du CAVAC de Lanaudière	12 737 \$
Activités de la semaine nationale et autres	4 853
(a)	<u>17 590 \$</u>

Détail des virements inter-fonds :

Acquisition d'immobilisations corporelles	5 433 \$
Remboursement de capital sur la dette à long terme	20 679
(b)	<u>26 112 \$</u>

	2018		2017	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	AUTRES FONDS	TOTAL	TOTAL
ACTIF				
ACTIF À COURT TERME				
Encaisse	40 068 \$	82 584 \$	122 652 \$	102 381 \$
Épargne à terme, taux variable (0,90 % au 31 mars 2018), rachetable en tout temps	165 216	-	165 216	212 711
Subventions à recevoir (note 3)	2 422	-	2 422	45 178
Taxes à la consommation et autres créances à recevoir (note 7)	20 765	-	20 765	9 979
Frais payés d'avance	<u>9 922</u>	<u>-</u>	<u>9 922</u>	<u>11 228</u>
	238 393	82 584	320 977	381 477
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, au coût moins amortissement cumulé (notes 4 et 7)				
	<u>-</u>	<u>488 083</u>	<u>488 083</u>	<u>511 055</u>
	<u>238 393 \$</u>	<u>570 667 \$</u>	<u>809 060 \$</u>	<u>892 532 \$</u>
PASSIF				
PASSIF À COURT TERME				
Créditeurs (note 6)	166 108 \$	-\$	166 108 \$	188 081 \$
Subventions reportées	1 539	-	1 539	40 000
Versements sur dette à long terme	-	20 836	20 836	21 006
Emprunt renouvelable au cours du prochain exercice (note 7)	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>228 475</u>
	167 647	20 836	188 483	477 562
DETTE À LONG TERME (note 7)				
	<u>-</u>	<u>207 967</u>	<u>207 967</u>	<u>-</u>
	<u>167 647</u>	<u>228 803</u>	<u>396 450</u>	<u>477 562</u>
AVOIR DE L'ORGANISME				
ACTIFS NETS				
Non affectés	70 746	-	70 746	94 658
Contributions pénales	-	82 584	82 584	58 738
Investis en immobilisations corporelles	<u>-</u>	<u>259 280</u>	<u>259 280</u>	<u>261 574</u>
	<u>70 746</u>	<u>341 864</u>	<u>412 610</u>	<u>414 970</u>
	<u>238 393 \$</u>	<u>570 667 \$</u>	<u>809 060 \$</u>	<u>892 532 \$</u>

ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (note 8)

POUR LE CONSEIL :

_____ administrateur

_____ administrateur

	2018	2017
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(2 360)\$	92 650 \$
Ajustements pour :		
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	<u>28 406</u>	<u>30 355</u>
	<u>26 046</u>	<u>123 005</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Subventions à recevoir	42 756	(45 178)
Taxes à la consommation et autres créances à recevoir	(10 786)	2 327
Frais payés d'avance	1 306	(991)
Créditeurs	(21 973)	82 755
Subventions reportées	<u>(38 461)</u>	<u>40 000</u>
	<u>(27 158)</u>	<u>78 913</u>
	(1 112)	201 918
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 433)	(1 636)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	<u>(20 679)</u>	<u>(20 465)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU COURS DE L'EXERCICE	(27 224)	179 817
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>315 092</u>	<u>135 275</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>287 868 \$</u>	<u>315 092 \$</u>

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL), en tenant compte des principales méthodes comptables suivantes :

COMPTABILITÉ PAR FONDS :

L'organisme applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour comptabiliser les apports.

Le fonds d'administration rend compte des activités menées par l'organisme en matière de prestation de services et d'administration. Ce fonds présente les ressources non affectées et les subventions de fonctionnement affectées.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles.

Le fonds de contributions pénales présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux contributions pénales affectées.

COMPTABILISATION DES PRODUITS :

Les apports affectés aux activités de fonctionnement sont constatés à titre de produits du fonds d'administration dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Tous les autres apports affectés sont constatés à titre de produits du fonds approprié.

Les apports non affectés sont constatés à titre de produits du fonds d'administration au cours de l'exercice où ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les revenus de placements sont constatés à titre de produits dans le fonds d'administration lorsqu'ils sont gagnés.

IMPÔTS SUR LE REVENU :

L'organisme n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu fédéral et provincial.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :

La politique de l'organisme consiste à présenter les soldes bancaires et les épargnes à terme dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

INSTRUMENTS FINANCIERS :

L'organisme évalue initialement ses actifs et ses passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des épargnes à terme, des subventions à recevoir, des taxes à la consommation et autres créances à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs, des subventions reportées et de la dette à long terme.

UTILISATION D'ESTIMATIONS :

La préparation des états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) oblige la direction à faire des estimations et à poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs et sur les informations présentées au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture ainsi que sur les montants de produits et des charges de l'exercice. Les chiffres réels pourraient différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie des immobilisations corporelles.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût dans le fonds d'immobilisations. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport dans le fonds d'immobilisations. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée prévue d'utilisation selon les méthodes et taux suivants :

	<u>MÉTHODE</u>	<u>TAUX</u>
Bâtiment	Dégressif	4,00 %
Améliorations locatives	Linéaire	20,00 % (5 ans)
Matériel informatique	Linéaire	25,00 % (4 ans)
Mobilier de bureau	Linéaire	10,00 % (10 ans)

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reçues à des fins spécifiques sont constatées aux revenus selon les directives des donateurs, la portion non constatée aux revenus figure au poste "subventions reportées".

2. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été constitué le 2 avril 1997 selon la troisième partie de la Loi des compagnies du Québec. Il développe et consolide l'expertise d'un programme de mesures visant à accueillir, aider, reconforter, défendre, supporter et assister les victimes d'actes criminels dans la défense de leurs droits. L'organisme utilise la dénomination sociale de CAVAC Lanaudière.

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE LANAUDIÈRE
 NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS (SUITE)

AU 31 MARS 2018

3. SUBVENTIONS À RECEVOIR

Projet spécifique - Pièce de théâtre Manawan
 Emploi-Québec

	2018	2017
	-	40 000 \$
	<u>2 422</u>	<u>5 178</u>
	<u><u>2 422 \$</u></u>	<u><u>45 178 \$</u></u>

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2018		2017	
COÛT	AMORTIS- SEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE	VALEUR COMPTABLE NETTE	
Terrain	72 765 \$	-	72 765 \$	72 765 \$
Bâtiment	477 559	99 843	377 716	393 453
Améliorations locatives	6 151	3 296	2 855	4 085
Matériel informatique	44 880	39 307	5 573	8 490
Mobilier de bureau	<u>77 570</u>	<u>48 396</u>	<u>29 174</u>	<u>32 262</u>
	<u><u>678 925 \$</u></u>	<u><u>190 842 \$</u></u>	<u><u>488 083 \$</u></u>	<u><u>511 055 \$</u></u>

5. EMPRUNT BANCAIRE ÉVENTUEL

Un emprunt bancaire éventuel, d'un montant maximal autorisé de 50 000 \$, porterait intérêt au taux de 7,95 % et est renouvelable annuellement

6. CRÉDITEURS

Fournisseurs et frais courus
 Salaires à payer
 Vacances à payer
 Sommes à remettre à l'état
 Dédutions à la source à payer

	2018	2017
	47 859 \$	29 491 \$
	19 574	20 124
	89 163	82 904
	<u>9 512</u>	<u>55 562</u>
	<u><u>166 108 \$</u></u>	<u><u>188 081 \$</u></u>

7. DETTE À LONG TERME

Hypothèque immobilière de premier rang sur l'immeuble, d'une valeur comptable de 450 481 \$, 5,21 %, remboursable par versements mensuels de 2 678 \$, capital et intérêts, d'un montant original de 338 215 \$, échéant en février 2027 (a)

Échéances courantes comprises dans le passif à court terme

Emprunt renouvelable au cours du prochain exercice

	2018	2017
	228 803 \$	249 481 \$
	<u>20 836</u>	<u>21 006</u>
	207 967	228 475
	<u>-</u>	<u>228 475</u>
	<u><u>207 967 \$</u></u>	<u><u>- \$</u></u>

(a) Dette garantie par la subvention du BAVAC et les taxes à la consommation et autres créances à recevoir, d'un montant de 20 765 \$.

7. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements estimatifs en capital pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2019	20 836 \$
2020	21 935
2021	23 093
2022	24 312
2023	25 595

8. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Location de photocopieurs :

L'organisme est engagé en vertu d'un bail à long terme pour la location de deux photocopieurs. La dépense de location de l'exercice s'élève à 2 407 \$. L'engagement résiduel, au montant de 10 230 \$, échoit le 31 juillet 2022 et se répartit comme suit :

2019	2 407 \$
2020	2 407
2021	2 407
2022	2 407
2023	<u>602</u>
	<u><u>10 230 \$</u></u>

Location d'un local commercial :

L'organisme est engagé en vertu d'un bail à long terme, sur un local commercial, à compter du 1^{er} novembre 2015, pour le point de service de Repentigny, comportant une option de renouvellement de 5 ans. Le loyer de l'exercice s'élève à 28 484 \$. L'engagement minimal (incluant les taxes à la consommation), au montant 73 584 \$, échoit le 31 octobre 2020 et se répartit comme suit :

2019	28 484 \$
2020	28 484
2021	<u>16 616</u>
	<u><u>73 584 \$</u></u>

9. AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil a affecté, à la demande du BAVAC, un montant de 41 436 \$ provenant des revenus de contributions pénales de l'exercice courant, à un fonds de contributions pénales. Un montant de 17 590 \$ a été affecté au fonds d'administration pour financer les dépenses relatives aux activités du 20^e anniversaire du CAVAC de Lanaudière et aux activités de la semaine nationale et autres.

10. VIREMENT INTER-FONDS

Un montant de 26 112 \$ (22 101 \$ en 2017) a été transféré du fonds d'administration au fonds d'immobilisations afin de financer les sorties de fonds relatives aux acquisitions d'immobilisations corporelles.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2018.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux taxes à la consommation et autres créances à recevoir.

L'organisme consent du crédit dans le cours normal de ses activités. Une bonne proportion de ces comptes ont été reçus dans les semaines suivant la fin d'exercice. L'organisme surveille de façon continue les montants à recevoir et n'a pas jugé bon de prendre de provision pour créances douteuses.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du taux d'intérêt sur le marché. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne l'emprunt bancaire à taux fixe et la juste valeur de sa dette à long terme qui porte intérêt à taux fixe.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement à l'égard de sa dette à long terme et de ses comptes fournisseurs.

ANNEXE 1

	2018		2017	
	FONDS D'ADMINIS- TRATION	FONDS D'IMMOBI- LISATIONS	TOTAL	TOTAL
MASSE SALARIALE				
Salaires des employés	1 019 966 \$	-	1 019 966 \$	942 601 \$
Charges sociales	<u>169 602</u>	-	<u>169 602</u>	<u>159 868</u>
	<u>1 189 568</u>	-	<u>1 189 568</u>	<u>1 102 469</u>
FRAIS D'ADMINISTRATION				
Associations et cotisations	8 954	-	8 954	7 106
Assurances	1 140	-	1 140	1 139
Documentation et abonnements	405	-	405	506
Formation	6 703	-	6 703	6 506
Frais de déplacement	20 917	-	20 917	19 058
Frais de fonction	113	-	113	183
Honoraires professionnels	<u>17 443</u>	-	<u>17 443</u>	<u>17 780</u>
	<u>55 675</u>	-	<u>55 675</u>	<u>52 278</u>
FRAIS DE LOGEMENT				
Assurances	2 074	-	2 074	2 350
Électricité et chauffage	5 270	-	5 270	5 459
Entretien et réparations	12 418	-	12 418	14 389
Loyer et frais afférents	31 347	-	31 347	31 294
Taxes municipales et scolaires	3 246	-	3 246	2 411
Dotation à l'amortissement du bâtiment	-	15 737	15 737	16 393
	<u>54 355</u>	<u>15 737</u>	<u>70 092</u>	<u>72 296</u>
FRAIS DE BUREAU				
Entretien et réparations	1 608	-	1 608	2 190
Fournitures de bureau	8 978	-	8 978	9 585
Location de matériel de bureau	2 407	-	2 407	2 371
Photocopies et impression	2 284	-	2 284	2 644
Publicité et promotion	21	-	21	1 914
Télécommunications	15 680	-	15 680	13 164
Dotation à l'amortissement des autres immobilisations corporelles	-	12 669	12 669	13 962
	<u>30 978</u>	<u>12 669</u>	<u>43 647</u>	<u>45 830</u>
FRAIS DE FINANCEMENT ET AUTRES FRAIS				
Frais du C.A. et d'A.G.A.	2 101	-	2 101	2 256
Frais pour la création d'une pièce de théâtre	38 461	-	38 461	-
Frais pour les activités du 20 ^e anniversaire	12 737	-	12 737	-
Frais pour les activités de la semaine nationale et autres	4 853	-	4 853	-
Frais d'activités de reconnaissance	1 360	-	1 360	1 337
Intérêts et frais de banque	934	-	934	2 143
Intérêts sur dette à long terme	<u>10 475</u>	-	<u>10 475</u>	<u>9 901</u>
	<u>70 921</u>	-	<u>70 921</u>	<u>15 637</u>
TOTAL DES CHARGES	<u><u>1 401 497 \$</u></u>	<u><u>28 406 \$</u></u>	<u><u>1 429 903 \$</u></u>	<u><u>1 288 510 \$</u></u>

